SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET « BUEN VIVIR »

Bien vivre, s'épuiser ou résister ?

Christophe Cornet[1]

Février 2017

[1]Permanent à Entraide et Fraternité, Liège

Avec le soutien de

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES CULTURE.BE

ENTRAIDE& FRATERNITE

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

Le « buen vivir », le « bien vivre », cette expression née en Amérique du sud, repose sur une vision spécifique du monde en mettant en évidence les liens entre notre bien-être et nos écosystèmes.

Loin de promouvoir l'épanouissement de soi individualiste au détriment des semblables, le « buen vivir » envisage le bien-être collectif. On traduit aussi parfois le terme par bien vivre ensemble, savoir vivre ensemble, vivre en équilibre et en harmonie.

Concrète et spirituelle, la philosophie du « buen vivir » s'expérimente au quotidien et implique notamment que tous les citoyens se réapproprient la démocratie par le bas, depuis les périphéries.

Se basant sur des penseurs comme A. Acosta et S. Latouche, cette analyse présente les principes du « buen vivir » en les articulant aux principaux enjeux liés à la souveraineté alimentaire et aux droits humains.

« Buen vivir. Pour imaginer d'autres mondes… » : le titre de l'ouvrage d'Alberto Acosta, intellectuel équatorien et ex-ministre de l'énergie et des mines, est clair : on ne doit pas s'attendre à un livre de recettes toutes faites.

• Buen vivir : un pari sur le long terme

Il incombe au citoyen d'imaginer, de contribuer à mettre en œuvre ce nouveau monde. Certes, l'auteur donne certaines balises, mais le buen vivir est surtout un pari sur notre capacité, à long terme, à mettre en place une société basée sur la coopération[2], sur les droits humains et les droits de la nature. En quelque sorte, l'auteur nous aide à comprendre le buen vivir comme un cadre qui aide à mettre en marche les utopies.

Par ailleurs, le buen vivir a cela d'original que ses propositions sont issues de groupes marginalisés qui veulent faire reconnaître leurs droits et le bien-fondé de leurs façons de voir le monde. A. Acosta, a synthétisé ces propositions. Il a pu aussi se confronter à leur mise en pratique, puisqu'il fut président de l'assemblée nationale qui donna à son pays une constitution portant l'engagement de construire « une nouvelle forme de convivialité citoyenne, dans la diversité et l'harmonie avec la nature, pour atteindre le buen vivir »[3]. La constitution bolivienne se base également sur les principes du buen vivir.

• Transition, décroissance et simplicité volontaire

En Belgique et en Europe, cette façon de voir les choses fait particulièrement écho à la transition, à la décroissance, à la simplicité volontaire,… à des pratiques qui remettent en cause le modèle économique individualiste débouchant sur la surconsommation et la destruction des ressources naturelles, sur l'accumulation des profits, sur l'accroissement des inégalités.

Serge Latouche, économiste français est l'un des premiers à avoir porté le mot décroissance à l'avant de la scène. Son positionnement actuel et l'évolution de sa pensée[4] sont utiles dans l'approche occidentale du buen vivir.

---

[2] *Passer du « mangez-vous les uns les autres » au « aimez-vous les uns les autres » de la société, dit Jean-Marie Pelt, qui montre que la coopération est souvent un mécanisme de survie plus adapté que la compétition. In « La raison du plus faible », Fayard, Paris,2009.*

[3] *Préambule de la constitution d'Equateur. http://www.asambleanacional.gov.ec*

[4] *Voir par exemple les podcasts des entretiens accordés à Sandrine Treiner pour l'émission « A voix nues ». https://www.franceculture.fr/emissions/voix-nue/serge-latouche-objecteur-de-croissance*

Il existe une convergence entre la décroissance conviviale telle que S. Latouche la conçoit et l'analyse sur le buen vivir d' A. Acosta. Même si les deux auteurs se situent dans des environnements différents, l'un au Sud (dit « en développement »), l'autre au Nord (dit « développé »), le point d'arrivée de leurs cheminements respectifs est identique : le but du vivre-ensemble, entre les humains, au sein de la Nature. Le buen vivir n'est donc pas à comprendre comme issu uniquement des réflexions et expériences des mouvements sociaux et des intellectuels ou activistes des pays dits « en développement ».

• Buen vivir : une critique du « développement »

Signalons aussi qu'en plus de réhabiliter certains éléments des cultures ancestrales, la pensée du buen vivir puise aussi dans les sources de l'histoire critique du développement et du capitalisme, celle des luttes pour les droits,...

Bref, de nombreuses analyses et expériences dans le monde peuvent se lire et se comprendre à la lumière du buen vivir et qui ont à voir avec la souveraineté alimentaire. Le buen vivir est l'antithèse de la pensée néo-libérale individualiste : à la notion de propriété privée, en particulier celle des ressources naturelles, s'oppose la notion de biens communs[5]. Au désir de possession et de consommation à outrance, s'oppose celui d'« une coexistence sans misère (...), avec un minimum de possession nécessaire et sans que ces dernières ne deviennent l'objectif ultime. (...) Ce n'est pas simplement la production croissante et permanente de biens matériels qui est en jeu mais la satisfaction des besoins [de tous] en harmonie avec la nature »[6].

Le buen vivir se base sur quelques principes fondamentaux parmi lesquels on retrouve ceux-ci : décoloniser ; respecter les droits humains et de la nature ; retisser les liens de solidarité et de réciprocité ; baser la vie sur l'autosuffisance, l'autogestion et la souveraineté.

› Décoloniser

« Nous avons besoin d'un discours contre-hégémonique »[7]

Dans l'esprit du buen vivir, décoloniser et se décoloniser, c'est se mettre en action.

• Décoloniser les esprits

Non seulement il s'agit de mettre fin à un système prédateur hérité du colonialisme occidental, mais aussi de décoloniser les esprits... Cela signifie se libérer du désir permanent de consommer qui a envahi toute la planète. La question est donc double : d'une part, comment éviter que ce désir insatiable ne s'érige en système et d'autre part, comment se libérer de cette position, parfois confortable, de victime d'un système contre lequel on ne peut rien.

• Rompre avec le concept occidental de « développement »

Se mettre en action, c'est aussi rompre avec le concept sacro-saint de « développement »[8].

En effet, malgré la multiplicité des critères de développement[9], malgré les politiques de développement et leurs nombreux instruments technocratiques et tout aussi nombreux experts en développement social, local, rural et à présent, durable[10],...

---

[5] *Voir le dossier proposé par Vivre Ensemble sur la question des biens communs : « Notre avenir en Commun – Demain entre nos mains ». https://vivre-ensemble.be/Notre-avenir-en-Commun-Demain-entre-nos-mains*

[6] *A. Acosta, « Buen vivir. Pour imaginer*

[7] *A. Acosta, Op Cit, 2014, p. 16.*

[8] *Chez les populations indigènes d'Amérique latine, l'idée de développement n'existe pas : la vie n'est pas vue comme linéaire : elle est plutôt cyclique.*

[9] *Voir par exemple Renato Pinto, « Bien Vivre, un projet difficile à évaluer ». https://vivre-ensemble.be/Bien-vivre-un-projet-difficilea-mesurer*

[10] *Ainsi, pour S. Latouche, le développement durable n'existe pas car le développement se base sur la destruction des écosystèmes mais aussi celle des cultures.développées, ni sous-développées... mais hors du développement et où les gens étaient heureux... lui qui était là pour les « développer » !*

la question reste : combien de pays sont-ils sortis de la pauvreté ? Cette question en amène une autre posée par des mouvements, activistes et chercheurs du Sud et du Nord : le développement n'est-ce pas en fin de compte le nouveau visage du colonialisme ? Le développement, c'est-ce pas la reproduction du mode de vie des pays occidentaux qui nous mène droit dans le mur du toujours plus ?

L'occidentalisation du monde dans les pays du sud a souvent été destructrice : pour les ressources naturelles, mais aussi pour les savoirs traditionnels, les liens sociaux dans les communautés, les équilibres subtils entre groupes sociaux... Cette façon d'envisager le « développement » n'est donc pas forcément souhaitable, lorsque celui-ci cache la poursuite de la colonisation et notamment la colonisation de l'imaginaire. S. Latouche[11] a cherché à expliquer cela dans son parcours scientifique[12].

S'inspirer de « la vision de ceux-là même qui furent marginalisés par l'histoire »[13], c'est aller au-delà du discours dominant sur l'opposition entre les riches, civilisés, avancés, blancs... et les autres, les pauvres, sauvages, arriérés, de couleur... tout en veillant, bien sûr, à tenir compte des rapports de genre. C'est également reconnaître, enfin, que certains modes traditionnels de vie en société sont tout aussi efficaces sinon davantage pour assurer le bien-être des populations.

• Voir le monde autrement

Considérant le développement comme une croyance, le buen vivir propose de changer de lunettes pour voir le monde autrement et agir. « Ainsi ouvrirons-nous la porte au post-développement et même au post-capitalisme »[14].

C'est ainsi que le buen vivir ne peut se cantonner à un simple moyen pour résoudre des problèmes liés à l'épuisement des ressources naturelles, de se diriger uniquement vers une société « bas-carbone ». Le buen vivir n'aurait pas de sens dans une société qui exigerait toujours plus d'énergie, même verte. C'est d'une réflexion bien plus large qu'il s'agit : une remise en question de notre relation aux autres êtres humains, à la communauté, à la nature, au temps, au travail,...

Simplicité volontaire, décroissance conviviale ou buen vivir, ce sont là des expressions qui renvoient à un changement de lunettes en train de s'opérer sous nos yeux.

[11] Serge Latouche raconte le choc ressenti lorsqu'il s'est rendu compte, au Laos, qu'il se trouvait en face des sociétés qui n'étaient ni développées, ni sous-développées... mais hors du développement et où les gens étaient heureux... lui qui était là pour les « développer » !

[12] Dans des ouvrages de S. LATOUCHE aux titres aussi explicites que « Faut-il refuser le développement », PUF, Paris, 1986 voir résumé : http://id.erudit.org/iderudit/1034380ar - ou du même auteur également « Critique de l'impérialisme », Anthropos, Paris, 2001.

[13] LATOUCHE S., « Critique de l'impérialisme », Anthropos, Paris, 2001.

[14] A. ACOSTA, Op Cit. p. 36.

› Respecter les droits humains et de la nature

« Tout ce qui est contraire à la Nature est contraire à la raison ; et ce qui est contraire à la raison est absurde »[15]

Il s'agit de conclure un pacte entre la société et l'environnement, sphères complémentaires, pour un mode de vie alliant éléments subjectifs (tranquillité, bonheur,...) et éléments matériels (logement, soins de santé,...) Ce pacte vise la mise en place d'une société qui comprend qu'elle est une partie intégrante de la nature[16].

Pourtant, la nature reste considérée par les gouvernements, même les plus progressistes (y compris ceux qui ont inclu le buen vivir dans leur Constitution!) comme une ressource que l'on peut dompter, exploiter et commercialiser à son aise[17].

• Le droit de la nature

Le concept de droit de la nature est difficile à aborder dans nos sociétés, qui se sont construites sur la supériorité de l'être humain. L'histoire des idées a placé l'homme au-dessus de la nature. On considère souvent la Genèse (1,26) comme le point de départ de cette manière de voir les choses : « Dieu créa les humains à son image (...) Dieu leur dit : Soyez féconds, multipliez-vous, remplissez la terre et soumettez-la (...) ». Au cours de notre évolution, un fossé s'est creusé entre la nature à soumettre et l'être humain.

Pour certains penseurs, comme Bruno Latour, les nœuds unissant humains et nature ont été tranchés avec la philosophie des Lumières et la modernité : primauté de l'être humain sur le reste de la création, prépondérance du matériel sur le spirituel, valorisation des sciences en vue de soumettre toujours davantage cette nature,... A présent, il s'agit de recréer le lien.

• Réconcilier l'être humain et la nature

« Il s'agit tout simplement de se demander pour soi-même – peut-être pour soi seul - ce que la nature, la science et la politique ont à faire ensemble » [18].

Pour B. Latour, réconcilier l'être humain et la nature, c'est dès lors travailler en sous-main à retisser le nœud gordien[19] tranché par la modernité. C'est une tâche de longue haleine qui doit redessiner le cadre (le lien à la nature), les cases (les institutions politiques) et les pions (les outils, produits des sciences)[20]. La pensée du buen vivir intègre ce long et nécessaire travail « de fond » contrairement à la vision d'une écologie politique réformiste.

• Démarchandiser la nature : condition de l'exercice des droits humains

L'auteur A. Acosta propose d'identifier des méga-droits (droits humains et droits de la nature) et des méta-droits (eau, souveraineté alimentaire et énergétique, biodiversité). Parvenir à considérer que la nature n'est pas qu'un objet que l'on peut se payer est une des premières étapes à atteindre. Il faut en arriver à reconnaître que « tous les êtres vivants ont la même valeur ontologique (en-soi) – sans impliquer pour autant qu'ils sont tous identiques »[21].

Il s'agit donc d'abord de dé-marchandiser la nature, lui reconnaître une valeur propre, déliée de la valeur attribuée par l'homme.

---

[15] *B. SPINOZA, Traité théologico-politique cité in A. ACOSTA, Op Cit. p. 87.*
[16] *A l'occasion de la COP 21 à Paris, des actions de désobéissance civile se sont déroulées. Le slogan partagé était : « We are nature, defending itself ! ». (Nous sommes la nature qui se défend.)*
[17] *Par exemple : « Si la nature, avec cette sécheresse, s'oppose à la révolution citoyenne, nous lutterons ensemble, nous la vaincrons, soyez-en assurés » Raphael Correa (2011). Ou encore « De quoi donc va vivre la Bolivie si quelques ONG disent Amazonie sans pétrole ? » Evo Morales (2010). Cité par A. ACOSTA, Op Cit, p. 68.*
[18] *B. LATOUR, Op Cit. 2004.*
[19] *Un noeud gordien est un noeud si étroitement serré qu'on ne peut que le trancher.*
[20] *B. LATOUR, « Politiques de la nature: Comment faire entrer les sciences en démocratie », La découverte – Poche. Paris. 2004*
[21] *B. LATOUR, Op Cit, 2004. p. 86.*

C'est une question morale… tout autant qu'une question économique de gestion en bon père de famille… même si l'on devrait plutôt remplacer le mot père par le mot conseil. Car un « conseil de famille » implique la concertation des hommes et des femmes autour de certains droits. En effet, les droits de la nature sont indissociables de l'exercice réel des droits humains, comme la participation politique de chaque personne. Et quoiqu'il en soit, les êtres humains font partie de la nature : tout dommage à la nature risque de porter préjudice aux conditions de vie de l'être humain, directement ou indirectement, aujourd'hui ou demain.

› Retisser des liens de solidarité et de réciprocité

Avec le buen vivir, on se situe d'emblée dans l'échange, la coopération et la répartition. C'est l'autosuffisance qui est visée et non l'accumulation ; les besoins sont réels et non créés par le marketing. Le buen vivir s'inspire de certaines traditions qui vont dans ce sens.

• Des exemples d'institutionnalisation de liens de solidarité

Voici quelques exemples de relations de solidarité au sein de la communauté Kichwa d'Equateur, exemples partagés par de nombreuses communautés indigènes à travers le monde[22] :

- La minga est un système de participation à des travaux communautaires relevant du bien commun (routes, canaux d'irrigation,…).
- Le ranti-ranti est un don mutuel, une sorte de troc qui porte par exemple sur des travaux agricoles ou la construction d'une maison.
- La makimanachina est un accord entre personnes en vue de réaliser une tâche, quelle qu'elle soit. L'idée est de rendre la pareille ensuite aux amis ou à la famille qui ont offert leur aide.
- La makipurarina porte sur une tâche qui n'implique pas toute la communauté. Il s'agit de « joindre les mains pour accomplir un travail à plusieurs ».
- L'uyanza est un prêt qui doit être dédommagé par un don, par un cadeau.
- La Challina est le droit d'une personne -ayant participé aux récoltes- de récupérer une partie des excédents, dans les régions où la terre ne manque pas. Ce droit revient également aux orphelins, veuves et personnes démunies.
- L'uniguilla est un échange avec l'extérieur de produits alimentaires ou utilitaires (récolte contre outils,…).
- Le waki est une sorte de contrat entre le propriétaire d'un terrain et celui qui le travaillera. La récolte est partagée entre les deux.
- La makikuna est une aide qui inclut l'ensemble de la communauté, une sorte de soutien moral et matériel apporté à une famille dans le besoin, suite à une urgence ou un imprévu.

Ces institutions contribuent à la cohésion de la communauté, à institutionnaliser l'échange et la réciprocité comme mode de fonctionnement dans les relations. Le principe, c'est le toi d'abord et moi ensuite : une responsabilité partagée entre les personnes dans un cadre communautaire et au sein de la nature.

[22] *A. ACOSTA, Op Cit. pp. 138-141.*

• Une tradition à respecter mais à ne pas idéaliser

Traditionnel ne veut pas dire obsolète pour ce qui regarde de nombreuses manières de penser et de vivre. Gardons-nous cependant de ne pas tomber dans l'idéalisation : le buen vivir n'est pas vécu partout par exemple avec la même intensité. Dans les communautés déplacées, obligées de s'installer en ville -souvent dans les bidonvilles-, comme dans les sociétés urbaines des pays riches, ce type de relation tend à se défaire, notamment à cause de la coupure avec la communauté ou de la perte de lien à la nature.

Par ailleurs, les relations de pouvoir existent aussi dans les sociétés traditionnelles. Pensons aux relations de pouvoir en défaveur des femmes (moindre accès aux ressources naturelles et aux prises de décision, sujets de violence, etc.), rapports de pouvoir qui, ceci dit, même dans les sociétés modernes et post modernes, continuent de se reproduire sous diverses formes.

Comment alors concrétiser, ici et là-bas, les principes du buen vivir ? Prenons un exemple dans le champ du système alimentaire. Depuis quelques années, on ne peut que constater que des liens ville-campagne tendent à se recréer avec la dynamisation des relations de quartier ou des échanges avec les agriculteurs/trices (circuits courts)[23]. Et ce phénomène risque d'augmenter surtout s'il est soutenu par les autorités publiques. Pourquoi ne pas dès lors repenser la ville en plus petites unités[24] ?

› Baser la vie sur l'autosuffisance, l'autogestion et la souveraineté

« Le buen vivir pointe vers une éthique du suffisant pour l'ensemble de la communauté, au- delà de l'individu. »[25].

Dans le cadre de la transition vers le buen vivir, le marché n'est pas « le grand marché », mais « le marché local », qui relie les membres de la communauté, qui relie villes et campagnes. °

• Souveraineté nationale et échanges internationaux

Si le besoin est réel, si les conditions de production sont respectueuses de l'être humain et de l'environnement, les échanges internationaux peuvent être envisagés, mais sur d'autres bases que celles qui sont imposées par les traités commerciaux de libre-échange.

Certes, cette réflexion n'est pas propre au buen vivir, J.M. Keynes disait « Les idées, les connaissances, le savoir, l'hospitalité, les voyages, ce sont-là des choses qui par nature devraient être internationales. Mais produisons les marchandises chez nous chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible ; et surtout, faisons en sorte que la finance soit nationale ».[26]

---

[23] *Voir K. BERGER, « Les cités nourricières : repenser la ville au XXI siècle » ? https://www.entraide.be/Les-cites-nourricieresrepenser-la-ville-au-XXIe-siecle.*

[24] *Serge Latouche parle de villes de 60-70 000 personnes ou de quartiers de cette taille.*

[25] *A. ACOSTA, Op Cit. p. 62.*

[26] *J. M. KEYNES, « De l'autosuffisance nationale ». Le texte original, "National Self-Sufficiency", a été publié par The Yale Review, vol.22, n° 4 (juin 1933), p. 755-769. https://www.les-crises.fr/de-l-autosuffisance-nationale/*

Quoi qu'il en soit, dans la logique d'une culture démocratique –autre que celle de la particratie-, les projets économiques doivent impliquer activement les citoyens et non seulement les consulter. La souveraineté alimentaire est par exemple une belle illustration du buen vivir dont elle est un des fils conducteurs. Elle implique une reconnaissance des droits des populations à définir elles-mêmes ce qu'elles souhaitent comme agriculture et comme alimentation, pour autant que ne soit pas porté préjudice aux communautés voisines ni à l'environnement. D'ailleurs, « la souveraineté alimentaire devrait marquer le point de départ de toute politique agricole et permettre de restaurer le vrai patrimoine national : sa biodiversité »[27].

• Souveraineté au féminin

La souveraineté, c'est aussi une démarche politique personnelle, la mise en action d'une personne qui en a assez de ne pas être entendue. La réflexion des femmes Maya sur la souveraineté est significative : « le corps est le premier territoire, il nous appartient, nous devons le respecter, en prendre soin. C'est une part de ce que nous sommes comme sujets de droits, comme lieu de construction de la pensée, comme siège de notre spiritualité. (…) Nous pouvons l'appuyer par l'utilisation de plantes médicinales, de graines et de jardins familiaux. C'est un lieu d'où nous pouvons nous défendre »[28]. Souveraineté, agro-écologie, féminisme, vie intérieure et vie sociale sont intimement liés dans le buen vivir[29].

› Quelle transition ?

« … Cela nous conduit à une stratégie de déconstruction et de reconstruction, non en faisant exploser le système mais en réorganisant la production, en nous dégageant des mécanismes du marché … »[30]

Comment passer d'un modèle de société individualiste vers un modèle de respect des êtres humains et de l'environnement ? Pour certains, il n'existerait pas encore de « pont ». Pourtant, il existe les innombrables mouvements dits de transition[31].

Les initiatives de transition émergent des citoyens en fonction des réalités locales, elles sont des voies menant au buen vivir (coopératives producteurs-consommateurs, villes en transition,…) Avec cette transition, c'est un processus d'auto-construction de pouvoirs populaires qui est mis en œuvre, qui fédère un contre-pouvoir (économique et politique) dans des espaces communautaires permettant l'expression des citoyens/nes.

La transition, c'est aussi tenir compte du passé. Dans ce sens, les pays riches ont leurs obligations comme par exemple et réparer les dégâts environnementaux causés pour satisfaire aux exigences de leurs sociétés et annuler les dettes des pays pauvres desquelles ils ont profité.

---

[27] *A. ACOSTA, Op Cit. p. 93.*
[28] *« El buen vivir de los pueblos de Guatemala », Juin 2014. Confluencia Nuevo B'aqtun. Un document dont CEIBA, l'un des partenaires d'Entraide et Fraternité au Guatemala, est co-signataire.*
[29] *Voir M. CAUDRON, « Souveraineté alimentaire, agroécologie, économie sociale, solidaire et féministe : quelles articulations ? », Entraide et Fraternité, 2014. Accessible sur https://www.entraide.be/Souverainetes*
[30] *Enrique LEFF, cité par A. Acosta, Op Cit, p. 80*
[31] *Voir par exemple A. BAGUETTE, « La ceinture aliment-terre liégeoise : exploration d'un réseau alternatif ». https://www.entraide.be/La-ceinture-aliment-terre-liegeoise-exploration-d-un-reseau-alternatif*

› Conclusion : le BUEN VIVIR : trop ou trop peu ?

Pour certains, « le buen vivir, ce n'est pas réaliste ! »[32]... Pour d'autres, « c'est une vision réformiste insuffisante ! »[33]

L'utopie est au cœur du projet de société reposant sur le buen vivir.

• Des principes à incarner sur une longue période

Le buen vivir n'est pas un programme de gouvernement pour la prochaine législature, c'est un ensemble de principes qui doivent prendre corps progressivement dans le futur[34], dans un long terme. La priorité est donnée aux investissements dans l'éducation et la santé -qui doivent être gratuits- ; aux mesures pour éliminer le sexisme, le racisme ; aux droits des personnes les plus faibles ; aux dispositions visant l'accès à l'alimentation et à l'eau, à la citoyenneté universelle,...

Et un tel programme est indispensable non seulement au ré-enchantement du monde, mais simplement à la préservation de la vie sur la terre.

• Une action qui commence aujourd'hui « par le bas et par le haut »

Loin d'être un pur programme conceptuel, le buen vivir fait vivre des alternatives (monnaies locales, économie sociale, agro-écologie, etc.) et des solutions concrètes. Penser la transition, c'est être en transition : le chemin se fait en marchant[35].

Le buen vivir est inscrit dans deux constitutions latino-américaines. Et puisqu'il trouve ses sources dans des pratiques promues par le monde associatif et les mouvements populaires, le buen vivir ne se cantonne pas à une « simple » modification du paysage institutionnel. L'impulsion est donnée. Le buen vivir allie cette impulsion citoyenne « changement par le bas » et les réformes institutionnelles « changement par le haut ». On est bien loin du « petit geste qui sauvera la planète » et qui ne sert souvent qu'à nous donner bonne conscience !

• Une spiritualité au quotidien

Le buen vivir est aussi spiritualité, celle qui s'incarne dans la vie courante. Les Mayas du Guatemala, par exemple, appellent la terre, le « sol sacré »[36], qui donne souffle et inspiration. En ce sens, on peut penser que l'encyclique Laudato si' du Pape François converge vers un modèle d' « être au monde » proche du buen vivir.

• Le processus est enclenché

Cela prendra certainement des décennies pour reprogrammer le cerveau humain à passer du « moi » au « nous », des siècles sans doute pour inclure la nature dans ce nous. Il faudra lutter contre les privilèges de quelques-uns pour en arriver à une Déclaration universelle des droits de la nature. Mais on ne part pas de rien : le chemin est ardu mais on avance : depuis la mise en place de l'union Internationale pour la conservation de la nature en 1947[37] à la COP 22 de Marrakech en passant par la Déclaration universelle des droits de la terre-mère[38] ou la conférence mondiale des peuples sur les changements climatiques et les droits de la terre-mère, en 2010 en Bolivie, au cours de laquelle on évoqua la création d'un tribunal pénal international de justice environnementale[39]....

---

[32] *En écrivant, par exemple : « Un désarmement massif permettrait par exemple de consacrer des ressources aux besoins les plus pressants de l'humanité ». A. ACOSTA, Op Cit. p. 27.*

[33] *Et on imagine ce que peut devenir « un code financier international (qui) sera la pierre angulaire de toute proposition globale visant à impulser la transition »... comme le propose A. ACOSTA, Op Cit, p. 114.*

[34] *On parle d'années, de décennies, de siècles...*

[35] *https://www.poesie.net/macha4.htm*

[36] *« El buen vivr de los pueblos de Guatemala », Juin 2014. Confluencia Nuevo B'aqtun. Un document dont CEIBA, l'un des partenaires d'Entraide et Fraternité au Guatemala, est co-signataire.*

[37] *https://www.iucn.org/fr*

[38] *C'est la déclaration finale de la conférence mondiale des peuples contre le changement climatique qui s'est tenue en Bolivie à l'initiative d' Evo Morales et qui propose des alternatives, suite de l'échec du sommet de Copenhague sur le climat, en 2009. La déclaration sur : http://rio20.net/fr/propuestas/declaration-universelle-des-droits-de-la-terre-mere/*

[39] *Voir par exemple Amissi M. MANIRABONA, « La criminalité environnementale transnationale : aux grands maux, les grands remèdes? ». URI: http://id.erudit.org/iderudit/1026732ar*

Et à côté de ce niveau institutionnel et de « la grande politique », de nombreuses initiatives prennent corps chaque jour. La plupart du temps, en marge du système, elles tendent à pousser les responsables politiques dans le dos.

• Vers une alternative au « développement » ...

Le buen-vivir n'est donc pas un développement alternatif mais une alternative au développement, au capitalisme, et qui met l'être humain au centre de tout. C'est un processus qui implique des luttes sociales et politiques. Il se constitue dans et hors de la structure de l'Etat. C'est un projet de vivre-ensemble entre les femmes et les hommes en communion avec la nature.
Ce processus de transition vers le buen vivir est enclenché. Il doit permettre de stopper l'appauvrissement des communautés, de réduire les gaspillages, de mieux redistribuer les revenus, de promouvoir les alternatives locales,... Loin d'être un « retour à la bougie », comme on l'entend souvent, la marche en transition, c'est aller de l'avant vers une société dont l'équité, la liberté, l'harmonie et le bonheur sont les maîtres-mots, les moyens et les fins. ■ **C.C.**